



## ECONOMIE



Situation de l'Uemoa en 2020

## Selon Sani Yaya, le taux de croissance du PIB est de 0,9%, contre une prévision de 6,6%

La 22<sup>e</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) s'est tenue en ligne jeudi 25 mars. Au cours de cette rencontre le ministre togolais de l'Economie et des Finances, également président du Conseil des ministres ...

PAGE 5

## ECONOMIE



Agriculture togolaise

## Vers l'intégration accrue des chaînes de valeur

Les responsables et acteurs du domaine agricole ont tenu un séminaire, le 24 mars 2021 à Lomé. Il s'est agi de la présentation du projet « développer et intégrer des chaînes de valeur dans l'agriculture togolaise par l'instrument des coopératives ». Elaboré par le Mécanisme ...

PAGE 5

## Covid-19

## Le Togo traverse sa première véritable zone de turbulence

Depuis le début de cette année, notre pays traverse sa première véritable zone de turbulence dans la lutte contre le coronavirus. Pendant longtemps, le ...

PAGE 11

## Conseil des ministres du 24 mars 2021

## La sécurité occupe une bonne partie du temps des travaux

Les sujets liés à la sécurité ont pris une bonne partie du temps du Conseil des ministres du mercredi 24 mars 2021. Cela est totalement justifié puisque la sécurité fait partie des défis majeurs de notre époque. Que ce soit la menace terroriste, ...



PAGE 3

22<sup>e</sup> session ordinaire de l'Uemoa

# Faure Gnassingbé et ses pairs étaient en visioconférence

Le président de la République togolaise Faure Gnassingbé était, hier, en visioconférence avec ses homologues de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) pour examiner la situation qui prévaut dans les pays membres, surtout dans un contexte de pandémie de coronavirus dont les ...

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

## Plateforme milles jeunes filles : Yawa Djibodi Tsègan et d'autres personnalités ont donné le coup d'envoi

La présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djibodi Tsègan a procédé mardi dernier en compagnie d'autres personnalités dont Diene Keita, directrice exécutive de l'UNFPA, Jewel Howard Taylor, Vice-présidente du Libéria, les présidents des Assemblées nationales de la Cedeao, au lancement de la plateforme mille jeunes filles. Une initiative des Nations unies qui devrait permettre de relever le leadership féminin et d'accroître la participation de la gent féminine au processus de développement du continent africain en prenant les commandes à plusieurs niveaux de la société.

25 ans après la déclaration de Beijing sur l'égalité entre homme et femme, l'on assiste à nouveau à une initiative d'envergure internationale visant à autonomiser la femme. La présidente de l'Assemblée nationale togolaise étant elle-même une illustration vivante du leadership féminin, ne peut que soutenir ce plaidoyer africain ...

PAGE 3





## Décentralisation

## Kozah 1, Ogou 1 et Tone 1 pour piloter la mise en place d'un outil d'autoévaluation

Les parties prenantes au processus d'adoption de l'outil d'Autoévaluation de la performance des communes togolaises (AEPC), se sont réunis hier à Lomé pour procéder à sa ...



PAGE 11

	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Administration publique Le gouvernement adopte un projet de décret portant numérisation des moyens de paiement</p>  <p>P 4</p>	<p>Les signaux de sécurité du vaccin Astra Zeneca contre le coronavirus</p>  <p>P 9</p>	<p>Tuberculose en Afrique «L'horloge tourne» et il faut accélérer la riposte sur le continent</p>  <p>P 10</p>
---	---	---	---

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

# L'entreprise Nitcom relance ses activités grâce à un financement du FNFI d'une valeur de 4 500 000 FCFA

**Prestataire informatique, monsieur Zonvide Sena, est le responsable de l'entreprise Nitcom sise à Nukafu. Il intervient dans le domaine de l'informatique (prestation informatique et fournitures des matériels informatiques et technologiques). Face aux difficultés traversées par bon nombre d'entreprises pendant le Covid-19, le jeune promoteur se tourne vers le FNFI pour voir dans quelles conditions il pourrait obtenir un crédit pour dynamiser ses activités. Le numéro "Echos des bénéficiaires des produits FNFI" de ce dernier jour de la semaine est consacré aux témoignages du promoteur de l'entreprise Nitcom qui actuellement, grâce au FNFI, a tous les moyens de relancer et dynamiser les activités de son entreprise.**

Depuis août 2020, le FNFI et son partenaire Orabank mettent en œuvre le Crédit de Relance destiné justement à donner un coup d'accélérateur aux entreprises dont les activités ont été impactées par le Covid 19. Et ce produit est venu à point nommé soulager les entreprises en ces périodes difficiles.

« Depuis l'avènement du Covid-19, mon entreprise est confrontée à des difficultés, notamment la mévente, l'annulation des activités de la plupart des sociétés qui avaient fait des commandes de dispositifs informatiques chez nous. Non seulement, nos clients fidèles ne venaient plus souvent, mais aussi il nous était difficile, voire impossible, d'aller en clientèle à la

recherche de nouveaux clients. Face à cette dure situation, je me suis tourné vers le FNFI pour avoir plus d'informations, notamment sur le Crédit de Relance dont j'avais déjà vaguement entendu parler. J'ai été très satisfait de savoir que j'étais éligible au produit. C'est ainsi que j'ai constitué mon dossier afin de donner un coup d'accélérateur à mes activités. »

Notre quarantenaire ayant reçu les instructions, a rempli les conditions nécessaires pour l'obtention du prêt. Son dossier ayant été validé au bout de quelques jours par le FNFI et Orabank, il obtient un financement de 4 500 000 FCFA pour relancer son activité.



**Zonvide Sena**

« C'est avec joie que quelques jours après le dépôt de mon dossier, j'ai été appelé pour signer la convention de financement. J'ai obtenu un financement de 4 500 000 FCFA qui doit me permettre non seulement

de renouveler mon stock de matériel informatique, mais aussi d'investir dans une nouvelle branche d'activité qui est le e-commerce. Je travaille actuellement également sur une stratégie afin d'assurer l'évolution

permanente de mes activités. J'ai retrouvé ma joie de vivre, car je sais qu'avec la stratégie que je vais mettre sur pieds, mes affaires vont reprendre véritablement. »

**KD**

**Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel**



**tm**  
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG. LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... de haut niveau sur le concept «génération égalité». Il s'agit aussi d'un canal pour définir le profil de femmes africaines à l'horizon 2063.

«L'initiative femmes africaines à l'horizon 2063 est une contribution au forum génération égalité. Elle prendra en compte l'expérience des pays

africains en termes de leadership féminin. Cette fenêtre de plaidoyer est donc importante pour porter la voix de la femme africaine à Paris en juin prochain, et nécessite donc l'engagement de tous et à divers niveaux», a affirmé Yawa Djigbodi Tsègan.

La plateforme 1000 jeunes filles permettra à 1000

jeunes filles de six pays à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, le Libéria et le Togo, de formuler et de partager leurs visions pour 2063 sous le thème : « femme africaine que nous voulons être à l'horizon 2063 et contribuer à bâtir l'agenda de Beijing +25 ». «Grâce au leadership togolais qui présente un

levier confortable à partir duquel la voix de l'Afrique pourrait se faire entendre au sein de la communauté internationale, le cri de cœur des filles d'Afrique sera porté haut et loin. La mise à disposition de cette plateforme digitale pour mobiliser 1000 jeunes filles, 1000 voix, constitue un mécanisme virtuel inédit

pouvant permettre aux jeunes filles d'influencer les délibérations qui seront faites au forum génération égalité au niveau mondial, lors du forum de Paris en juin 2021», a déclaré Josiane Yaguibou, représentante-résidente de l'UNFPA au Togo.

E. Dadzie

22<sup>e</sup> session ordinaire de l'Uemoa

## Faure Gnassingbé et ses pairs étaient en visioconférence

**Le président de la République togolaise Faure Gnassingbé était, hier, en visioconférence avec ses homologues de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) pour examiner la situation qui prévaut dans les pays membres, surtout dans un contexte de pandémie de coronavirus dont les impacts sont énormes.**

Lors de cette réunion virtuelle, le président de la République et ses pairs ont eu à examiner la situation économique et financière de même que l'évolution de la crise sanitaire liée au coronavirus et ses impacts sur les performances économiques de l'espace.

Les leaders des huit pays membres de l'Uemoa ont également passé en revue l'état de la mise en œuvre des différents grands chantiers de l'Union adoptés en 2020. Il s'agit de la consolidation de l'union douanière, la paix et la sécurité ainsi que les perspectives.

Edem Dadzie



Faure Gnassingbé pendant les travaux

## Conseil des ministres du 24 mars 2021

## La sécurité occupe une bonne partie du temps des travaux

**Les sujets liés à la sécurité ont pris une bonne partie du temps du Conseil des ministres du mercredi 24 mars 2021. Cela est totalement justifié puisque la sécurité fait partie des défis majeurs de notre époque. Que ce soit la menace terroriste, le grand banditisme, la criminalité sous toutes ses formes, les questions sécuritaires sont aujourd'hui une préoccupation majeure.**



Des agents de la sécurité publique lors d'un défilé

Alors qu'il ressent la menace terroriste à ses frontières, le Togo ne connaît pas de répit à l'intérieur

de ses frontières. Il y a quelques jours, une dame a été poignardée à Lomé pour une somme d'un million de FCFA.

L'appareil sécuritaire se débrouille comme il peut pour limiter les dégâts. Au cours de ce mois, certaines zones comme

Baguida au sud-est de la capitale togolaise et Kodomé un quartier populaire de Lomé ont vécu une véritable purge. Des armes blanches, de la drogue et d'autres objets compromettants ont été retrouvés chez certains habitants.

Cette situation inquiète et on comprend pourquoi la criminalité continue de grandir dans notre pays et surtout dans la capitale. Il est donc approprié que le gouvernement prenne des dispositions pour rendre les forces en charge de la sécurité encore plus professionnelles et aptes à intervenir. C'est ainsi que lors du Conseil des ministres, il y a eu une communication relative aux décrets d'application de la réforme du secteur de la sécurité au Togo.

Les membres du gouvernement ont également examiné un projet de décret relatif au statut spécial de la police nationale, un projet de

décret portant sur la création, l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole nationale supérieure de police (ENSP). « L'école a pour mission principale d'assurer la formation initiale et la formation continue des cadres supérieurs de la police notamment des commissaires et officiers de police », a précisé le Conseil des ministres. Le Conseil a également examiné un projet de décret portant sur le secteur de la sécurité privée. Il s'agit d'un domaine qui mérite une attention particulière. La manière dont le recrutement et la formation du personnel se font dans ce secteur est vraiment importante. Les conditions de travail ne doivent pas aussi être négligées. Le gouvernement doit avoir un regard vigilant sur le secteur de la sécurité privé.

TM

# Swift-On

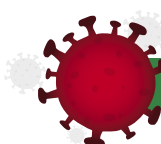


Avec Swift-On, vous recevez  
un mail de confirmation pour toutes  
vos opérations internationales.



**BANK OF AFRICA**

BMCE GROUP



STOP COVID-19

## Situation de l'Uemoa en 2020

# Selon Sani Yaya, le taux de croissance du PIB est de 0,9%, contre une prévision de 6,6%

La 22<sup>e</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) s'est tenue en ligne jeudi 25 mars. Au cours de cette rencontre le ministre togolais de l'Economie et des Finances, également président du Conseil des ministres statutaire a fait le point sur la situation de l'Union en 2020.

L'apandémie du coronavirus n'a pas épargné l'économie de l'Uemoa en 2020. Elle a même ramené à la baisse les prévisions de l'Union. Alors que les prévisions tablaient sur un taux de croissance du PIB de 6,6% pour l'année 2020, ce taux de croissance est finalement ressorti à 0,9%, suite à la baisse générale de

l'activité. La crise a touché différents secteurs dont la manufacture, le tourisme, l'hôtellerie et la restauration. « La crise sanitaire de la Covid-19 a eu des effets néfastes sur l'activité économique au sein de l'Uemoa qui a connu un fort ralentissement. Le taux de croissance du PIB, initialement attendu à 6,6%

en 2020, est ressorti à 0,9%, en raison de la baisse générale de l'activité, en particulier dans les secteurs de la manufacture, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration », a relevé le président du Conseil des ministres de l'Uemoa, Sani Yaya.

Par contre, après une baisse de 0,7% en 2019, le niveau général des prix a connu une augmentation de 2,1% en 2020, suite au renchérissement des denrées de grande consommation, avec des difficultés



Sani Yaya

d'approvisionnement des marchés.

« Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire s'est aggravé de 3,4 points de pourcentage du PIB pour s'établir à 5,8% en 2020, en raison

de la forte progression des dépenses, notamment celles engendrées par la riposte contre la pandémie, dans un contexte de quasi-stagnation des recettes », précise Sani Yaya.

Félix Tagba

## Administration publique

# Le gouvernement adopte un projet de décret portant numérisation des moyens de paiement

Réuni en Conseil des ministres au Palais de la présidence de la République à Lomé mercredi 24 mars, le gouvernement a examiné 4 projets de décret et écouté 3 communications. Parmi les projets examinés figure le projet de décret portant numérisation des moyens de paiement de l'administration.



Cina Lawson, ministre de l'Economie numérique et de la Transformation digitale

Au cours de ce Conseil des ministres, le gouvernement a examiné et adopté le projet de décret portant numérisation des moyens de paiement de l'administration. L'objectif à travers ce projet de décret portant numérisation des moyens de paiement de l'administration est de promouvoir l'utilisation des moyens numériques de paiement, notamment dans les transactions financières de l'Etat.

Selon le gouvernement, la promotion de ces moyens de paiement au sein de l'administration permettra d'améliorer de façon significative et rapide la bancarisation et l'inclusion financière, ainsi que la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Le gouvernement garantit tout de même la protection des données des Togolais. « Tout en garantissant, conformément à la réglementation en vigueur, la protection des données à caractère personnel, il permettra d'introduire dans les moyens de paiement admis par l'administration publique, les moyens de paiement à distance, à travers les réseaux de communication, notamment le paiement en ligne, le paiement mobile, le paiement par carte bancaire », a précisé le communiqué du Conseil des ministres.

Le Togo vient ainsi de faire un important pas pour la numérisation des moyens de paiement de l'administration. Le pays s'est engagé dans un processus de digitalisation de son administration.

Félix T.

## Agriculture togolaise

# Vers l'intégration accrue des chaînes de valeur dans l'agriculture togolaise

Les responsables et acteurs du domaine agricole ont tenu un séminaire, le 24 mars 2021 à Lomé. Il s'est agi de la présentation du projet « développer et intégrer des chaînes de valeur dans l'agriculture togolaise par l'instrument des coopératives ». Elaboré par le Mécanisme inclusif de financement agricole (Mifa) et le Crédit coopératif italien (Federcasse) en collaboration avec le Copermundo et la Fondazione Aurora, le projet, axé autour de quatre objectifs spécifiques, a été au centre des trois panels du séminaire suivi à l'international par visioconférence.

Les participants au séminaire ont été édifiés sur la "Structuration et renforcement des capacités coopératives", la "Structuration et accès aux marchés" et "l'Expansion et renforcement de l'accès aux financements". Faisant suite à un memorandum d'entente signé le 19 juillet 2019, entre le Mifa et le Crédit coopératif italien (FEDERCASSE), le projet « Développer et intégrer les chaînes de valeur dans l'agriculture togolaise par l'instrument des coopératives » a été présenté ce mercredi aux acteurs, aux institutions et aux bénéficiaires. Il a pour objectif général d'accroître l'intégration des chaînes de valeur pour augmenter la productivité des sociétés coopératives.

Spécifiquement, le projet a quatre objectifs. Premièrement, l'augmentation du nombre général des coopératives, le renforcement des coopératives de transformation/commercialisation avec la prise de participation des coopératives de production primaire. Deuxièmement, la structuration des marchés internes et l'accès aux marchés internationaux. Le troisième objectif spécifique



Aperçu des participants au séminaire

est le développement et le renforcement du réseau institutionnel/secteur des coopératives. Enfin, le développement de modèles de relations entre coopérative de crédit et coopérative de l'économie réelle.

D'après le directeur général du Mifa, Artistide Agbossoumonde, « Cet atelier se veut donc un creuset d'échanges entre acteurs et bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet. Il devrait permettre de diffuser les informations essentielles sur le contenu du projet, ses objectifs et sa méthode et de vulgariser les informations afin de recueillir les observations et recommandations des parties prenantes, acteurs et bénéficiaires »

A ce jour, le Mifa SA a facilité le financement à

hauteur de 15 milliards de francs CFA à plus de 171 000 acteurs agricoles dont plus de 166 000 producteurs, essentiellement des membres des coopératives. Un financement de 15 milliards pour le secteur agricole en moins de 3 ans au travers du Mifa SA peut sembler satisfaisant. Mais le défi reste grand, car en effet, seuls 9% des financements octroyés l'ont été au profit des producteurs, donc des coopératives.

Inscrit dans la dynamique institutionnelle du Mifa et la stratégie de développement du gouvernement togolais à travers le Plan national de développement (PND/2018-2022), le présent projet, nouveau moyen de réussir la mise en œuvre de l'axe 2 du PND.

Attipoe Edem Kodjo

## Au Togo

## L'OCDE vaut-elle la peine ?

**Le 13 mai 2019, le Togo a adhéré au Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Le président togolais Faure Gnassingbé, s'est félicité de cette adhésion qui selon lui, « ouvre la voie de nouvelles relations du Togo à l'OCDE ». Lesquelles relations entendent faciliter également un meilleur partage d'expériences en matière de développement. Que regorge le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)**

« Par cette adhésion, le Togo devient également membre du Comité directeur du centre de développement de l'OCDE et s'impliquera davantage dans les activités de l'organisation », a indiqué le communiqué de la présidence togolaise en mai 2019. L'OCDE étudie les échanges commerciaux et ses rapports régissent les échanges commerciaux entre les pays membres, pour en garantir l'équité mais également le développement durable.

## Organisation de coopération et de développement économique



**Faure Gnassingbé, président du Togo**

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale d'études économiques, dont les pays membres, des pays développés pour la plupart, ont en commun un système de gouvernement démocratique et une économie de marché. Elle joue essentiellement un rôle d'assemblée consultative. L'OCDE a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), issue du plan Marshall et de la Conférence des seize (Conférence de coopération économique européenne) qui a existé de 1948 à 1960. Son but était l'établissement d'une organisation permanente

chargée en premier lieu d'assurer la mise en œuvre du programme de relèvement commun (le plan Marshall), et, en particulier, d'en superviser la répartition. En 2018, l'OCDE compte 36 pays membres et regroupe plusieurs centaines d'experts. Elle publie fréquemment des études économiques, analyses, prévisions et recommandations de politique économique – et des statistiques, principalement concernant ses pays membres. Le siège de l'OCDE se situe à Paris, au château de la Muette. L'organisation possède également des bureaux dans plusieurs autres métropoles, notamment à Berlin, Mexico, Tokyo et Washington.

## Le système organisationnel de l'OCDE

En 2019, l'OCDE compte une direction chargée de la communication et douze départements spécialisés



sur des thèmes différents : développement, échanges et agriculture, affaires économiques, éducation, emploi, PME, environnement, finance, fiscalité, gouvernance publique, sciences et technologies, statistiques. Elle emploie environ 2 500 personnes au niveau du secrétariat. L'organisation compte par ailleurs des organes particuliers mentionnés plus haut (Centre de développement, et un Forum international des transports) et des entités

particulières (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et un partenariat statistique au service du développement au 21e siècle). Le Centre de développement, le Club du Sahel et le secrétariat du Partenariat statistique au service du développement font partie de la direction de la coopération pour le développement, un des douze départements cités ci-dessus, qui contribue aux travaux du comité d'aide au développement.

## L'OCDE, garant de la promotion du libéralisme et du libre-échange

L'OCDE encourage la libéralisation économique au travers du libre-échange et de la concurrence pour favoriser l'innovation et les gains de productivité. Pour lutter contre le chômage, l'OCDE recommande notamment la flexibilisation du marché du travail. Si elle se veut surtout pragmatique (elle préconise les politiques qui, de son point de vue, ont donné les meilleurs résultats au sein des pays membres), la conception économique de l'OCDE se rapproche des arguments du libéralisme économique et entre souvent en opposition avec certains principes keynésiens, notamment celui de l'augmentation des dépenses de l'État-providence. Ainsi, tout en soulignant les ajustements indispensables et la nécessité de protéger les employés, et pas seulement les emplois, elle encourage la mondialisation économique et l'ouverture des marchés. Pour établir ses

études économiques, l'OCDE s'appuie sur sa base de données économique, une des plus fournies au monde.

### L'OCDE pour lutter contre la corruption et protéger l'investissement

L'OCDE est à la pointe en matière de lutte contre la corruption. Elle a créé en 1996 la Convention de l'OCDE contre la corruption, qui a été adoptée en 1997. Le groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC), a été mis en place dans ce but. Son indépendance relative par rapport à ses pays membres lui permet d'y souligner les dangers de corruption; l'OCDE a par exemple critiqué le Royaume-Uni en 2007 dans l'affaire BAE. L'OCDE joue un rôle important dans une tentative de réglementation multilatérale de la protection de l'investissement. De 1995 à 1998 un forum de négociations a permis la création de l'accord

multilatéral sur l'investissement (accord AMI, ou en anglais multilatéral agreement on investment), qui sert de modèle aujourd'hui à beaucoup d'accords bilatéraux. De tels accords n'existent aujourd'hui essentiellement qu'au niveau bilatéral (les TBI: traités bilatéraux d'investissement), que des États établissent entre eux lorsqu'ils en sentent le besoin (par exemple l'accord entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement des Émirats arabes unis concernant la promotion et la protection réciproque des investissements RS 0.975.232.5). Les principes directeurs pour le traitement de l'investissement étranger élaborés en 1992 au sein de la Banque internationale

pour la reconstruction et le développement (BIRD), constituent une autre source d'inspiration pour la rédaction d'accords sur la protection de l'investissement. Au niveau international il a été jusqu'à présent difficile de trouver un consensus. L'ONU (plus précisément la Cnuced) pourrait jouer un rôle. Quant à l'OMC (en 2001 à Singapour ou 2004 à Genève), aucun accord n'a pu voir le jour en son sein. Elle continue donc aujourd'hui à réglementer les domaines du commerce, des services et de la propriété intellectuelle sans s'occuper de la protection et du développement de l'investissement au niveau international.



Le château de la Muette, siège de l'OCDE

s'adapter aux changements du monde du travail et de la société ». Selon l'organisme, il est de la responsabilité des États de proposer à l'ensemble de sa population un système de formation conforme à de telles mutations. Et tous les pays membres ne sont pas égaux face à la fracture numérique. Parmi les bons élèves, on trouve notamment la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et la

Nouvelle-Zélande. La France, de son côté, affiche des résultats en dessous de la moyenne de l'OCDE, tant du point de vue du nombre d'individus « faisant un usage complexe et diversifié d'Internet » que d'« adultes ayant reçu une formation en technologies de l'information et de la communication au cours des derniers 12 mois ».

Source: CBNews

## La fracture numérique, l'OCDE y tient



La fracture numérique

Les progrès technologiques, notamment le développement de l'intelligence artificielle, vont entraîner des changements majeurs sur le marché du travail, à l'échelle mondiale. Pour éviter que ne se creuse un écart entre les populations formées à ces innovations et les autres, l'OCDE recommande un recours régulier à l'apprentissage. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié l'édition 2019 de son rapport « Perspectives sur les compétences ». L'occasion de faire le point sur les conséquences induites par l'automatisation croissante des tâches professionnelles.

**Des inégalités croissantes quant aux nouvelles**

## Continuer à se former, à tout âge

Pour lutter contre ces inégalités, l'institution affirme que la meilleure solution est la formation. Et cela ne concerne pas seulement

### technologies

D'après l'organisme, 11% des travailleurs de ses pays membres (au nombre de 36) sont exposés à un « risque élevé d'automatisation ». Cela résulte de l'essor de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle ou la robotique. Dans un tel contexte, une fracture numérique peut se créer ou s'accroître entre les individus formés à ces nouveaux outils et ceux ne disposant pas des compétences nécessaires pour s'adapter. Et l'OCDE en constate déjà les symptômes : « Des écarts de compétences apparaissent dès le plus jeune âge entre enfants de milieux socio-économiques différents et de différentes zones géographiques ».

les enfants, mais bien tous les individus : « Renforcer l'apprentissage tout au long de la vie est la clé pour tous les travailleurs et citoyens afin de

## Suivi sanitaire des membres de l'OCDE

L'Organisation de coopération économique (OCDE) intervient aussi dans le suivi sanitaire de ses membres. La base de données en ligne statistiques de l'OCDE sur la santé 2018 a paru le 28 juin et a été mise à jour le 8 novembre. La base de données sur la santé représente la source statistique la plus vaste pour comparer les systèmes de santé des pays de l'OCDE. Cet outil essentiel permet de réaliser des analyses comparatives et de tirer des enseignements des comparaisons des divers systèmes de santé à l'échelle internationale.

Faut-il rappeler que le directeur général de l'OCDE, Mario Pezzini, est attendu à Lomé dans le cadre du forum économique Togo-Union européenne (Togo-UE), prévu les 13 et 14 juin prochains. L'un des critères phares pour adhérer à l'OCDE est l'existence d'un régime politique démocratique et d'une économie de marché. Si cette organisation a fait appel au Togo, cela dénote clairement des évolutions politiques du Togo et du bon climat des affaires en passant par l'ambitieux Programme national de développement (PND).

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

**ACHETEZ & LISEZ DESORMAIS**

**tm TOGOMATIN**

SUR **MONKIOSK.com** OU **sur le portail** **E-Lome.com**

**www.monkiosk.com** **www.alome.com**

**WWW.TOGOMATIN.TG**

@Togomatin1  
 : Togomatin  
 : instagram.com / togomatin  
 : www.togomatin.tg

**Cérémonies de funérailles**

**UN AN DEJA**

*Priions pour le repos de son âme*



31 décembre 1971 – 27 mars 2020  
**Dominique Essodina ALIZIOU**

**PROGRAMME DES FUNERAILLES**

**Vendredi 26 mars 2021**  
- 10H00 – 15H00 : Présentation de condoléances au domicile du défunt  
- 17H00 – 19H00 : Veillée de prières au domicile du défunt

**Samedi 27 mars 2021**  
- 9H00 : Départ pour le cimetière de Bè Kpota  
- 09H30 : Prière et recueillement sur la tombe du défunt  
- 16H00 - 17H30 : Suite de présentation de condoléances au domicile du défunt

**Dimanche 28 mars 2021**  
- 8H00 : Messe d'action de grâce en l'Eglise Catholique Coeur Immaculé de Marie de TELESSOU et geste de salutation d'usage sur le parvis de l'église  
**Fin des cérémonies de funérailles**

**NB :** Domicile du défunt sis au niveau de l'Entreprise de l'Union (Agoe Téléssou), premier tournant (vén) à droite derrière la Station d'essence CM Téléssou  
**Les cérémonies se dérouleront dans le strict respect des gestes barrières**

## Blagues

Quand tu invites une go au resto et elle parle mal de son ex, il ne faut pas l'écouter. Quand une fille vois la nourriture surtout poissons braisés, elle ne dit plus la vérité.

J'ai vendu un lézard à un touriste à 150.000F en lui disant que c'est un petit crocodile. Trois mois après, il m'appelle et me dit que ça ne se transforme pas en crocodile. Je lui ai dit que ce crocodile est de race des pygmées

Quand tu fais le cours de répétition à un enfant et subitement l'odeur du bon repas que sa mère prépare se répand dans la maison...

continue ton explication mon frère ; continue et recommence même depuis le début. Le salut est proche

## Réflexions

Le bébé qui tombe de lui même, souvent ne pleure pas quand il sait qu'il est seul, ou personne ne l'a vu. Mais ce dernier pleure lorsqu'il aperçoit des gens autour de lui. Juste parce qu'il pense que les gens pouvaient l'empêcher de tomber et pourtant ne l'ont pas fait. C'est de même pour nous, ce qui fait le plus mal c'est d'avoir quelqu'un capable d'améliorer la situation dans la quelle tu es ou d'empêcher ta chute et qui refuse de le faire par méchanceté. C'est pas facile de digérer ces choses mais seul le courage et l'espoir nous donneront la force de vivre dans de telle situation.

# Narutino de Dios

Un pauvre ne doit pas faire compagnie avec un riche. Tel est ce que nos aînés nous disent. Est-ce que celui qui est ignorant et sait que cela ne l'avantage pas, doit toujours être en compagnie avec ceux qui ne sont pas instruits s'il veut vraiment avoir le savoir? Cette question reste posée à chacun de voir la véracité de la chose. Un pauvre qui ne cohabite pas avec un riche, ça sera difficile à lui s'il veut devenir riche. C'est vrai que lorsqu'on sera en compagnie avec ces derniers on sera tenté d'adopter leur mode de vie même si on a pas la capacité. Mais le reste c'est une question de conscience, de connaissance de soi-même. Celui qui veut devenir savant doit à un moment de sa vie être disciple d'un savant.

# Narutino de Dios

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Blagues 2

Un monsieur a vendu son terrain pour 15 millions. Comme c'est le weekend, il n'a pas déposé les sous à la banque. N'ayant pas confiance à sa femme ni à ses enfants, il décida d'aller à la messe avec ses 15 millions dans un sac. Il s'est levé pour aller prendre la communion et quand il revient s'asseoir pour prier son sac a disparu en pleine messe. Tout à coup il crache sa communion et commence à crier...bande de voleurs !!! D'assassins, ma mère est sorcière !! Vous allez tous mourir !! Mon fétiche va tous vous tuer !!! sakpata vodoun sur vous, vous ne verrez jamais demain !!! Vous irez tous en enfer y compris votre prêtre ! Tout le monde était ébahi ! subitement un petit l'interpelle en lui disant papa, vous n'êtes pas à votre place. Votre sac est juste là, à la deuxième rangées derrière.

Hier nuit j'ai dragué une fille. Ça n'a pas tardé elle m'envoya ce long message sur mon whatsapp : « si tu sais que tu es libre et célibataire, que tes sentiments envers moi sont guidés par le vrai amour et non par une folle envie de sexe pour gâcher ma vie, alors que cela se passe bien sous la bénédiction du Tout Puissant .

Mais si tu es venu pour rentrer dans ma vie, me mentir, me blaguer, me gâcher des opportunités et abuser de moi, te servir de moi comme une poupée de bas marché, alors que tu es en couple et que tu te fous de moi, que le SEIGNEUR DIEU n'ai pitié de toi et de ta descendance. Qu'il te foudroie et mène tous tes efforts à néant. Qu'il te frappe et qu'il te délivre de cet esprit méchant et mesquin. La balle est maintenant dans ton camp mon Prince charmant.»

## Les bons plans et les bonnes adresses

### COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpôe, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli )  
Tél: 22 21 68 51  
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)  
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)  
Tél: 22 21 24 96  
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

### OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20  
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

### SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

### OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél: 90 17 03 30  
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63  
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

### MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »  
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919  
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72  
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpôe, Avenue Joseph Strauss);  
Tél: 90 04 76 60  
GYM FIL «O» PARC (Agoé Nyivé); Tél: 22 35 18 28  
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

### AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)  
Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel  
Communication, Location d'espaces  
Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

### SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB  
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);  
Tél: 22 22 74 43

### FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains); Tél: 91 81 25 38

### DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919  
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90  
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél: 90 17 03 30  
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME)  
; Tél: 90 30 38 75  
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87  
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél: 91 70 61 86

### AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
Tél: 22 40 04 99

## Butodra

## Gbadamassi Yaya y représente désormais les artistes interprètes

**L'humoriste Gbadamassi Yaya représentera désormais les artistes interprètes au Conseil d'administration du Butodra (Bureau togolais du droit d'auteur).**

Créé le 10 juin 1991, par la loi 91-12 du 10 juin 1991 portant protection du droit d'auteur, du folklore et des droits voisins, le Bureau togolais du droit d'auteur a pour mission de défendre les droits et de gérer les intérêts des auteurs, créateurs des œuvres de l'esprit.

L'institution a lancé récemment un appel à candidature pour un poste au sein de son Conseil d'administration. L'humoriste Kokou Agbléta alias Gbadamassi Yaya a introduit sa candidature. Justement à l'issue des

votes, l'humoriste togolais est élu «représentant des artistes interprètes» au Conseil d'Administration du Butodra.

Sa mission en tant que représentant des artistes interprètes au sein du Butodra est de veiller avec le Butodra au respect des droits des auteurs togolais. « Nous y allons pour œuvrer en collaboration avec le Butodra pour l'amélioration des collectes et la répartition des ressources. Nous y allons pour apporter des informations permettant aux artistes d'améliorer

leurs conditions de vie et de travail », affirme l'humoriste Gbadamassi Yaya.

De son vrai nom Agbléta Kokou, il est plus connu sous le nom de Gbadamassi. Il est originaire de Tsiviépé dans la préfecture de l'Avé. Kokou Agbléta s'est fait connaître dans les années 2003 dans son duo célèbre dénommé Gbadagog avec l'humoriste Gogoligo. Il a marqué l'histoire du mouvement, inspiré et mobilisé plusieurs autres humoristes. Artiste humoriste et acteur

**Gbadamassi**

principal de la série « ZEM », dans laquelle il joue le rôle de Yaya ; Agbléta Kokou est même

à l'origine de certains spectacles d'humour et de séries.

**Nadia Edodji**

## Café littéraire

## Aptal Cissé donne rendez-vous à son lectorat

**Une rencontre littéraire autour de l'œuvre « La douleur de ceux qui restent » du jeune Aptal Cissé est prévue ce 27 mars 2021 à l'Institut français du Togo.**

Initialement prévu le 7 novembre 2020, le café littéraire a finalement été annulé en raison de l'attentat terroriste perpétré en la basilique Notre-Dame de l'Assomption à Nice. La rencontre aura enfin lieu dans la limite des places disponibles et dans le respect des mesures barrières en vigueur.

Le personnage principal est dans la trentaine, marié et père d'une fille adorable à qui il est très attaché. Jean évite par monts et vallées d'être la copie conforme de son père. Son

père, cet échec ? Jean n'a jamais pardonné à son père d'avoir quitté le toit conjugal pour fonder une autre famille ailleurs.

La douleur de ceux qui restent aborde la thématique des relations amoureuses de la manière la plus douloureuse. Dans cet ouvrage, Jean s'est longuement entretenu avec sa mère pour l'écouter lorsqu'elle était avec son mari. Tout comme le sexe a été longtemps un sujet tabou dans nos familles (s'il ne l'est pas toujours...), l'espoir et les déceptions ; les joies et les peines ;

les accomplissements et les échecs de nos parents nous sont méconnus.

Bien connu dans la blogosphère, Aptal Cissé est africain d'origine togolaise. Il fit des études de droit Privé. Il s'adonnait déjà à l'écriture, grâce à son blog, avant d'entamer un parcours universitaire et professionnel en C o m m u n i c a t i o n . Responsable d'agence de communication, Aptal Cissé a déjà un ouvrage à son actif, « Le bruit du silence », un recueil de nouvelles.



**Nadia E. Aptal Cissé**

## Lire

**« L'Idiot » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq. Pp 42-44**

Voyez-vous cela ! Dis-toi bien que je ne te donnerai rien, même si tu dansais toute une semaine. Libre à toi ! Tu ne me donneras rien et je danserai. Je quitterai ma femme et mes enfants pour danser devant toi, en me répétant à moi-même : flatte, flatte... Fi, quelle bassesse ! dit le jeune homme brun en crachant de dégoût ; puis il se tourna vers le prince. Il y a cinq semaines, je me suis enfui de la maison paternelle en n'emportant, comme vous, qu'un petit paquet de

hardes. Je me suis rendu à Pskov, chez ma tante, où j'ai attrapé une mauvaise fièvre. C'est pendant ce temps-là que mon père est mort d'un coup de sang. Paix à ses cendres, mais c'est tout juste s'il ne m'a pas assommé. Vous me croirez, prince, si vous voulez : Dieu m'est témoin qu'il m'aurait tué si je n'avais pris la fuite. Vous l'aurez probablement irrité ? insinua le prince, qui examinait le millionnaire en touloupe avec une curiosité particulière. Mais, quelque intérêt qu'il pût y avoir à entendre l'histoire de cet héritage d'un million, l'attention du prince était

sollicitée par quelque chose d'autre. De même, si Rogojine éprouvait un plaisir singulier à lier conversation avec le prince, ce plaisir dérivait d'une impulsion plutôt que d'un besoin d'épanchement ; il semblait s'y adonner plus par diversion que par sympathie, son état d'inquiétude et de nervosité le poussant à regarder n'importe qui et à parler de n'importe quoi. C'était à croire qu'il était encore en proie au délire, ou tout au moins à la fièvre. Quant au Tchinovnik, il n'avait d'yeux que pour Rogojine, osant à peine respirer

et recueillant comme un diamant chacune de ses paroles. Il est certain qu'il était courroucé contre moi, et peut-être n'était-ce pas sans raison, répondit Rogojine ; mais c'est surtout mon frère qui l'a monté contre moi. Je ne dis rien de ma mère : c'est une vieille femme toujours plongée dans la lecture du ménologe et entourée de gens de son âge ; si bien que la volonté qui prévaut chez nous, c'est celle de mon frère Sémione. S'il ne m'a pas fait prévenir en temps utile, j'en devine la raison. D'ailleurs à ce moment-là j'étais sans connaissance.

Il paraît qu'un télégramme m'a été adressé, mais ce télégramme a été porté chez ma tante, qui est veuve depuis près de trente ans et passe ses journées du matin au soir en compagnie d'yourodivy. Sans être positivement une nonne, elle est pire qu'une nonne. Elle a été épouvantée à la vue du télégramme et, sans oser l'ouvrir, elle l'a porté au bureau de police où il est encore. C'est seulement grâce à Koniov, Vassili Vassiliévitch, que j'ai été mis au courant de ce qui s'était passé... »

## Tuberculose en Afrique

# «L'horloge tourne» et il faut accélérer la riposte sur le continent

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose le mercredi 24 mars 2021, la directrice régionale de l'OMS, région Afrique, Dr Matshidiso Moeti, a publié un message à l'endroit des dirigeants, de la population et de la communauté internationale. Le thème de cette année, « l'horloge tourne », montre à quel point le temps est contre les acteurs impliqués dans la riposte contre ce mal.

En 2019, près de 2,5 millions de cas de tuberculose étaient notifiés dans la région africaine, soit 25 % de la charge de morbidité mondiale liée à cette maladie. Plus de 500 000 Africains perdent la vie chaque année à cause de la tuberculose. Il n'y a aucune excuse pour cette situation, le dépistage et le traitement de la tuberculose étant gratuits dans tous les pays. Trop de personnes tombent dans la pauvreté après avoir contracté la tuberculose à cause des pertes de revenus subies et des frais de transport et autres dépenses à supporter. Il ressort des enquêtes réalisées sur les coûts de la tuberculose au Kenya, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Zimbabwe que les ménages des personnes infectées par la tuberculose consacrent plus de 50 % de leurs revenus au paiement

des coûts liés à cette maladie. Cette proportion est supérieure au seuil de 20 % au-delà duquel on parle de dépense catastrophique. Certains pays ont réalisé des progrès importants ces dernières années. Entre 2015 et 2019, le Kenya, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et la Sierra Leone ont réduit de plus de 30 % la mortalité liée à la tuberculose. L'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, la Namibie et la République-Unie de Tanzanie ont diminué de 20 % le nombre de nouveaux cas d'infection par la tuberculose. Cependant, les progrès globaux dans la région africaine de l'OMS restent plus lents que les objectifs intermédiaires fixés pour 2020. En République-Unie de Tanzanie, les réductions ont été obtenues grâce à des initiatives visant à accroître la détection des cas chez les mineurs, à faire

participer les tradipraticiens de santé à la collecte des expectorations et à orienter les patients vivant dans des zones éloignées, et à transposer à une plus grande échelle le dépistage communautaire et des activités de lutte contre la tuberculose. La couverture de la chimioprévention de la tuberculose est élevée (92 %) chez les personnes vivant avec le VIH, et les parties prenantes sont mobilisées, notamment le secteur privé, soutenues par un leadership solide des pouvoirs publics et par l'allocation de ressources pour les interventions de lutte contre la tuberculose. Au Kenya, des progrès ont été réalisés grâce à un partenariat multisectoriel solide, à l'allocation de ressources nationales pour les activités au niveau infranational, à l'adoption rapide des lignes directrices mondiales et



recommandations de l'OMS et au renforcement des capacités de diagnostic. L'intégration des services de lutte contre la tuberculose dans d'autres programmes comme ceux relatifs à la lutte contre le VIH, à la santé de la mère et de l'enfant, à la nutrition et à la prise en charge du diabète a aussi atteint d'autres cibles importantes au sein des. Les difficultés en matière de lutte contre la tuberculose sont importantes à travers la région. Seulement 56 % des personnes atteintes de tuberculose sont sous traitement et les budgets affectés à la lutte antituberculeuse restent très largement sous-financés.

Les gouvernements de la région africaine financent en moyenne 24 % de ces budgets contre un apport de 34 % pour les organisations internationales comme le Fonds mondial, ce qui laisse un déficit de financement de 42 %. L'Afrique du Sud affiche le financement national le plus élevé de la lutte contre la tuberculose dans la région, avec 77 % du budget alloué à cette lutte. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) a accentué les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose. Par exemple, en Afrique du Sud, le nombre de nouveaux cas de tuberculose notifiés chaque mois a diminué de plus de 50 % entre mars et juin 2020. Dans certains pays, le personnel recruté au titre de la lutte contre la tuberculose et le matériel de dépistage de cette maladie ont été réaffectés à la lutte contre la Covid-19. Parallèlement, certaines mesures d'atténuation ont été introduites, à l'exemple de la décision de limiter le nombre de visites des patients tuberculeux dans les établissements de santé en fournissant à ces patients l'équivalent d'un

mois de médicaments antituberculeux et en utilisant des messages vidéo pour poursuivre le traitement sous observation directe. Il se pose également le problème croissant de la tuberculose pharmacorésistante qui, selon des estimations, touche 77 000 Africains chaque année. Seule une sur trois de ces personnes est diagnostiquée et près de 20 000 patients sont sous traitement.

« J'exhorte les gouvernements et les partenaires à résorber le déficit financier qui entrave la riposte à la tuberculose en Afrique pour que la région puisse atteindre les cibles des Objectifs de développement durable liés à cette maladie, dans l'intérêt des populations africaines et des générations futures », exhorte Dr Matshidiso Moeti. Une action collective intersectorielle s'avère primordiale pour relever les défis et accélérer les progrès vers l'éradication de la tuberculose à l'horizon 2030. Les déterminants de la santé tels que la pauvreté, la dénutrition, la pollution intérieure, le tabagisme, et les comorbidités comme le VIH restent les catalyseurs de l'épidémie de tuberculose dans la région africaine. C'est pourquoi l'OMS a élaboré le cadre multisectoriel de responsabilisation et apporte son appui à tous les pays pour qu'ils puissent actualiser leurs politiques de lutte antituberculeuse et appliquer les lignes directrices de l'organisation. Nous collaborons avec les pays aussi bien pour suivre les programmes en temps réel que pour mettre à nu les difficultés et formuler des recommandations sur les stratégies susceptibles de pallier ces difficultés.

**Edem Dadzie**

## Les signaux de sécurité du vaccin AstraZeneca contre le coronavirus

La vaccination contre la Covid-19 ne permet pas de réduire le nombre de malades ou de décès imputables à d'autres causes. On sait que les manifestations thrombo-emboliques se produisent fréquemment, la thrombo-embolie veineuse étant la troisième maladie cardiovasculaire la plus courante à l'échelle mondiale.



Lors de campagnes de vaccination à grande échelle, il est normal que les pays signalent les éventuelles manifestations post-vaccinales indésirables. Cela ne signifie pas nécessairement que ces manifestations soient liées à la vaccination elle-même, mais il est recommandé d'enquêter à leur sujet. Cela

démontre également que le système de surveillance fonctionne et que des contrôles efficaces ont été mis en place.

L'OMS entretient des contacts réguliers avec l'Agence européenne des médicaments (AEM) et avec les organismes de réglementation du monde entier dans

le but d'obtenir les informations les plus récentes à propos de l'innocuité des vaccins contre la Covid-19. Le Comité consultatif mondial de l'OMS pour la sécurité des vaccins (GACVS) procède en ce moment à une évaluation minutieuse des dernières données disponibles concernant l'innocuité du vaccin AstraZeneca. Dès lors que cet examen sera terminé, l'OMS en publiera immédiatement les conclusions.

Pour le moment, l'OMS estime que les avantages du vaccin AstraZeneca l'emportent sur les risques et recommande la poursuite de la vaccination.

**Source : déclaration de l'OMS publiée le 17 mars 2021**

## Décentralisation

## Kozah 1, Ogou 1 et Tone 1 pour piloter la mise en place d'un outil d'autoévaluation

Les parties prenantes au processus d'adoption de l'outil d'Autoévaluation de la performance des communes togolaises (AEPC), se sont réunies hier à Lomé pour procéder à sa validation. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Programme de Décentralisation et Gouvernance locale (ProDeGoL), cofinancé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (le BMZ) et par l'Union européenne et mis en œuvre par la Coopération technique allemande (GIZ).



Photo de famille de participants à l'atelier de validation

L'outil AEPC consiste en un ensemble d'indicateurs qui facilitent le suivi de la gouvernance locale, dans le but d'améliorer la performance institutionnelle, la transparence et la reddition des comptes, ainsi que les prestations de services communaux incluant les mécanismes de redevabilité

et l'application d'un outil d'auto-évaluation des performances communales contribuent également à consolider la gouvernance administrative, financière et socio-politique des collectivités locales.

Trois communes dont Ogou 1, Kozah 1 et Tone 1 sont choisies pour expérimenter la phase pilote de la mise en place de cet outil. « Vu l'importance de l'outil dans la gestion quotidienne des affaires locales, nous espérons que son utilité se démontrera dans la pratique et qu'il fera l'objet d'une utilisation plus large, grâce à une mise à disposition à travers le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires », a déclaré Passouri Essoham Victorien, coordonnateur thématique du volet planification du développement communal au ProDeGoL (GIZ).

« à cette occasion, j'exhorte les participants

et participantes à formuler des suggestions et recommandations nécessaires sur la base des expériences vécues dans l'implémentation de l'outil en vue de leur intégration dans l'outil final dans le strict respect des dispositions prévues dans la loi N°2019-006 du 26 juin 2019 portant modification de la loi N°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiées par la loi N° 2018-003 du 31 janvier 2018 », a ajouté Agbemadokponou Komi, chargé d'études à la direction de la décentralisation et des collectivités locales, représentant son directeur. Dr Piero Valabrega, attaché, chargé de programmes économie et gouvernance à la délégation de l'Union européenne au Togo, renchérit à l'endroit des participants à l'atelier de validation : « Il ne faut pas se détacher des réalités du terrain, les réalités du Togo ».

Edem Dadzie

## Covid-19

## Le Togo traverse sa première véritable zone de turbulence

Depuis le début de cette année, notre pays traverse sa première véritable zone de turbulence dans la lutte contre le coronavirus. Pendant longtemps, le Togo a réussi à maîtriser le niveau des contaminations. Mais, il semble que désormais, le dispositif mis en place ne tient plus comme il fallait. Les populations de leur côté n'aident pas vraiment le gouvernement qui a l'obligation de protéger la santé de tous. L'on vit donc actuellement plus qu'une urgence.

Quelques jours après une rencontre entre le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, le Premier ministre, des membres du gouvernement, les acteurs en charge de la riposte pour échanger sur la situation problématique de la pandémie dans notre pays, les lignes ont commencé à bouger. Le Conseil scientifique avait promis de faire des propositions au gouvernement pour reprendre la situation en main.

De nouvelles mesures n'ont pas tardé à être prises. En marge du Conseil des ministres du mercredi 24 mars 2021, le chef de l'Etat et son gouvernement se sont penchés sur la question et ont semblé-t-il trouvé le précieux sésame pouvant aider notre pays à traverser sereinement cette zone de

turbulence. On note qu'il y aura la redynamisation du Groupe mixte de surveillance Covid-19 (GMS), l'accélération de la campagne de vaccination par une stratégie mobile. Les rassemblements de masse, notamment le nombre limite de 15 personnes est réaffirmé avec force. Certains endroits du Grand Lomé qui connaissent régulièrement de l'animation sont pointés du doigt.

Il faut dire qu'au moment où le Togo enregistre plus de 100 cas par semaine, le Grand Lomé à lui seul abrite 70% du nombre total des cas. Au niveau des frontières, des marchés, dans les transports, les dispositions en cours depuis plusieurs mois et dont la mise en œuvre a faibli, devraient être

appliquées avec beaucoup de plus de rigueur. Les institutions des secteurs publics et privés ont leur partition à jouer.

Même au niveau des lieux de culte où le gouvernement a voulu faire confiance aux premiers responsables, c'est le désenchantement. Désormais, ce sera la fermeture immédiate en cas de non-respect des mesures édictées. La surveillance au niveau des bars sera renforcée avec un recours de manière privilégiée à la vente à emporter dans les bars, restaurants et cantines.

Malgré ce chapelet de mesures édictées par le gouvernement, rien n'est gagné d'avance. Les autorités promettent que des consultations et analyses se poursuivent



Deux agents de santé en combinaisons Covid-19

afin d'envisager un couvre-feu dans les jours à venir selon l'évolution qui sera constatée. Le gouvernement hésite beaucoup à franchir à nouveau cette étape qui

a des coûts énormes. Les Togolais doivent faire attention pour que cette zone de turbulence ne devienne pas une zone de crash.

Edem Dadzie



**DIRECT AGENCE**  
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires ? Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togomat ?

Contactez notre équipe exclusive  
**DIRECT AGENCE**  
Rue 111, Angle 159 A/B/C - Coké 1/Bidjole  
(+228) 20 00 47 71 / 97 23 00 00



OXY Conseil

# CORIS BANK INTERNATIONAL BARAKA, LA SOLUTION ALTERNATIVE POUR TOUS VOS DEPÔTS ET FINANCEMENTS.

CBI BARAKA : Boulevard Eyadema, carrefour 3K • Email : [corisbank-tg@coris-bank.com](mailto:corisbank-tg@coris-bank.com) • Tél : 22 20 82 82

Solution de Financement Islamique  
[www.corisbankbaraka.com](http://www.corisbankbaraka.com)

